

1 - Actualité nationale et internationale

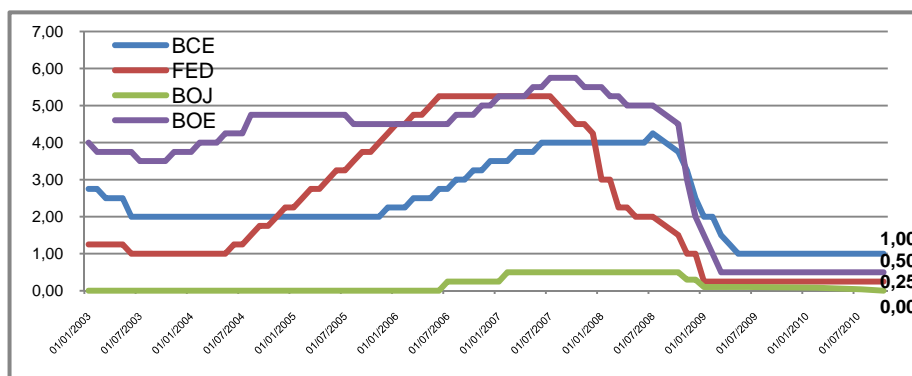
Nominations aux Instituts d'émission

Par décision du gouverneur de la Banque de France en date du 7 janvier 2011, M. Nicolas de Sèze a été nommé directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM, en remplacement de M. Yves Barroux à compter du 17 mars 2011. Il occupait précédemment le poste d'adjoint au directeur général des Opérations à la Banque de France.

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 3 mars 2011 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que « les données économiques récentes confirment que la tendance de l'activité économique dans la zone euro demeure positive, malgré la persistance d'une forte incertitude et que les risques pesant sur l'évolution des prix sont à la hausse ».



Chômage

Recul du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois et légère baisse du taux de chômage au quatrième trimestre 2010

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 703 200 fin janvier 2011, soit une baisse de 0,7 % sur un mois en données CVS-CJO (- 19 300 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 1,4 % (- 1,1 % pour les hommes et + 4,2 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A augmente de 13,4 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,2 % de la population active métropolitaine au quatrième trimestre 2010, en baisse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre 2010. En incluant les DOM, il s'établit à 9,6 %.

Légère baisse du taux de chômage dans la zone euro sur un an

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,9 % en janvier 2011, en baisse de 0,1 % par rapport à décembre 2010. Il était de 10 % en janvier 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en janvier 2011. Il était de 9,5 % janvier 2010.

Inflation

Baisse des prix en France de 0,2 % sur un mois et hausse des prix de 1,7 % sur un an

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,2 % sur un mois en janvier 2011 ; sur un an, il croît de 1,7 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,7 %.

Légère hausse de l'inflation dans la zone euro qui passe sur un an de 2,36 % à 2,4 %

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,4 % en février 2011. Il était de 2,3 % en janvier.

PIB

Progression du PIB en Europe et en France au quatrième trimestre 2010

Selon les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé respectivement de 0,3 % et de 0,2 % au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au quatrième trimestre 2009, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 2 % dans la zone euro et de 2,1 % dans l'UE27.

Selon les premiers résultats des comptes nationaux publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,3 % au quatrième trimestre 2010 comme au précédent trimestre et de 1,5 % sur l'ensemble de l'année.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 février 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le PIB du Japon a reculé de 0,3 % au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent et de 1,1 % en glissement annuel. En janvier 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 2,4 % par rapport à décembre 2010. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,2 % sur un an en janvier. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 1 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est resté stable à 4,9 %. En janvier 2011, les exportations et les importations ont crû respectivement de 1,4 % et de 12,4 % en glissement annuel et le déficit commercial s'élève à 4,17 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine relève ses taux pour la deuxième fois depuis le début de l'année pour lutter contre l'inflation

La Banque centrale de Chine a relevé le 8 février 2011 de 25 points ses taux d'intérêt, portant à 6,06 % le taux directeur à un an et à 3 % le taux des dépôts à un an. L'Institut d'émission a annoncé le 21 février 2011 une hausse de 50 points du taux de réserves obligatoires, soit 17,5 % pour les banques ordinaires et 19,5 % pour les grandes banques avec effet au 24 février 2011. En janvier 2011, le taux d'inflation est estimé à 4,9 % sur un an. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 37,7 % et de 51 % sur un an. L'excédent commercial ressort à 6,5 milliards de dollars au mois de janvier. En 2010, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale, (en termes de PIB) à la place du Japon.

Informations bancaires

Conseil de régulation financière

Mme Christine Lagarde, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, a réuni pour la première fois le 7 février 2011 les membres* du Conseil de régulation financière et du risque systémique, créé par la loi de régulation financière du 22 octobre 2010. Ce conseil vise à améliorer la coopération entre les différentes autorités de régulation et à renforcer l'efficacité du dispositif de surveillance de la stabilité financière.

* (le gouverneur de la Banque de France, le vice-président de l'ACP, le président de l'AMF, le président de l'Autorité des normes comptables et trois personnalités qualifiées).

Association française des établissements de paiement (AFEPA)

Créée fin 2010, l'AFEPA rassemble les nouveaux opérateurs de paiement et de monnaie électronique agréés en France et en Europe. Elle est membre de l'AFECEI (Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement).

Dossiers législatifs

Réforme du crédit à la consommation

- *Renforcer l'information et la liberté du consommateur ; rendre plus lisibles les contrats de crédit à la consommation*

Le décret n° 2011-136 du 1^{er} février 2011 relatif à l'information précontractuelle et aux conditions contractuelles en matière de crédit à la consommation a été publié au Journal Officiel de la République du 3 février 2011.

- *Un taux annuel effectif global exprimant le véritable coût du crédit*

Le décret n° 2011-135 du 1^{er} février 2011 relatif aux modalités de calcul du taux effectif global a été publié au Journal Officiel de la République du 3 février 2011.

Outre-mer

Le Sénat a adopté le 15 février 2011 la proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'Etat et les collectivités territoriales de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et de Polynésie française en matière fiscale.

Publications

1 – Bilan de la médiation bancaire pour l'exercice 2009

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/fr/institut/telechar/services/BILAN-DE-LA-MEDIATION-BANCAIRE-2009.pdf>

2 - Fédération bancaire française

Le FICP mini-guide n° 17, nouvelle édition

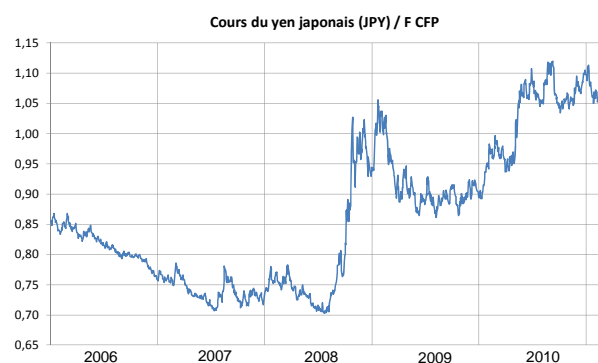
Ce document est disponible en téléchargement sur : www.fbf.fr

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 février 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le PIB du Japon a reculé de 0,3 % au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent et de 1,1 % en glissement annuel. En janvier 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 2,4 % par rapport à décembre 2010. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,2 % sur un an en janvier. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 1 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est resté stable à 4,9 %. En janvier 2011, les exportations et les importations ont crû respectivement de 1,4 % et de 12,4 % en glissement annuel et le déficit commercial s'élève à 4,17 milliards d'euros.



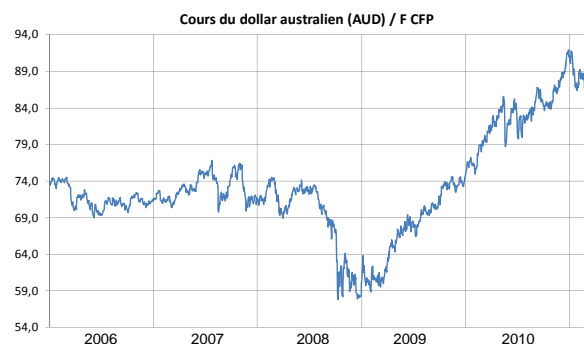
La Banque centrale de Chine relève ses taux pour la deuxième fois depuis le début de l'année pour lutter contre l'inflation

La Banque centrale de Chine a relevé le 8 février 2011 de 25 points ses taux d'intérêt, portant à 6,06 % le taux directeur à un an et à 3 % le taux des dépôts à un an. L'Institut d'émission a annoncé le 21 février 2011 une hausse de 50 points du taux de réserves obligatoires, soit 17,5 % pour les banques ordinaires et 19,5 % pour les grandes banques avec effet au 24 février 2011. En janvier 2011, le taux d'inflation est estimé à 4,9 % sur un an. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 37,7 % et de 51 % sur un an. L'excédent commercial ressort à 6,5 milliards de dollars au mois de janvier. En 2010, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale, (en termes de PIB) à la place du Japon.



Croissance du PIB australien au dernier trimestre 2010

L'Australie a affiché une croissance de 0,7 % de son PIB au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent, et de 2,7 % sur un an. Lors du trimestre sous revue, la croissance a été tirée par les dépenses privées sur les machines outils et les équipements. Le bureau des statistiques australien a estimé que les inondations récentes n'ont eu qu'un faible effet sur les chiffres du quatrième trimestre mais qu'elles impacteront significativement l'économie australienne au premier trimestre 2011. Le taux de chômage est resté stable en décembre 2010 et janvier 2011, à 5,0 % de la population active. La banque centrale australienne a décidé, le 1^{er} mars 2011, de maintenir son taux directeur, à 4,75 %.



Puissant séisme à Christchurch

La deuxième ville de Nouvelle-Zélande, Christchurch, a subi un puissant séisme le 22 février, dont le coût pour l'économie pourrait avoisiner 15 milliards de dollars néo-zélandais. Selon le Trésor néo-zélandais, ce tremblement de terre aura un impact négatif sur l'économie néo-zélandaise en 2011 en diminuant de 1,5 % la croissance du PIB, mais il aura un impact positif à partir de 2012, au moment de la reconstruction.

Le taux de chômage s'est dégradé au quatrième trimestre 2010, pour s'établir à 6,8 % de la population active contre 6,4 % au troisième trimestre. La banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 10 mars, de baisser son taux directeur de 50 points de base à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Dissolution du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

La démission des membres de l'Union Calédonienne du gouvernement collégial de la Nouvelle-Calédonie, suivi de ceux de la liste FLNKS, a provoqué la chute de l'exécutif calédonien le 17 février. Un nouveau gouvernement a été élu le 3 mars, immédiatement démissionnaire de plein droit suite au départ de l'un de ses membres issu de la liste Calédonie Ensemble. De nouvelles élections du gouvernement par le Congrès sont prévues le 17 mars.

Relations entre l'Europe et la Nouvelle-Calédonie

Le forum entre l'Union européenne (UE) et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) s'est tenu en Nouvelle-Calédonie du 1^{er} au 4 mars. Les 21 PTOM et les 4 Etats Membres de l'UE auxquels ils sont rattachés (France, Danemark, Pays-Bas et Royaume-Uni) ont adopté, à l'issue de cette semaine de dialogue, une position commune sur l'avenir des relations entre les PTOM et l'UE. Une proposition législative régissant ce nouveau partenariat sera ensuite présentée devant le Conseil de l'Union mi-2012, en vue d'une application au 1^{er} janvier 2014.

En marge du forum, la Nouvelle-Calédonie et la Commission européenne ont finalisé la programmation du X^{ème} FED, en signant le 2 mars le document Unique de programmation (DOCUP) qui conditionne la mise en œuvre et le financement des interventions du X^{ème} FED. La Nouvelle-Calédonie bénéficiera, dans ce cadre, d'une allocation territoriale de 2 364 millions de F CFP, ciblée notamment sur la formation professionnelle.

Hausse des prix des carburants

Les prix des carburants ont de nouveau augmenté au 1^{er} mars. Depuis cette date, le litre d'essence s'élève ainsi à 148,4 F CFP (+7,4 F CFP) et celui du gazole à 120,7 F CFP (+5,6 F CFP), soit les prix les plus élevés observés depuis janvier 2009. Ces augmentations font suite à la récente flambée du prix du pétrole sur les marchés internationaux. Les compagnies aériennes, directement impactées, ont pour leur part relevé entre 15 et 23 % le tarif de la « surcharge carburant ».

Convention liant les financeurs du médipôle

La Nouvelle-Calédonie, l'Agence sanitaire et sociale (ASS) et le Centre Hospitalier Territorial (CHT) ont signé une convention portant sur l'organisation des études et travaux du médipôle de Koutio et son financement. Les trois partenaires mèneront une stratégie commune de négociation pour l'emprunt nécessaire à la construction du médipôle. Le coût total du projet, financé par l'Etat, le CHT et la Nouvelle-Calédonie via l'ASS, s'élève à 44 milliards de F CFP.

SLN : choix d'une centrale à gaz à Doniambo et annonce de bons résultats pour 2010

Le conseil d'administration de La SLN a décidé de porter son choix sur une centrale à gaz en vue de remplacer l'actuelle centrale au fuel située à Doniambo. Cette solution, plus onéreuse qu'une centrale au charbon, a été préférée notamment pour sa plus faible émission de gaz à effets de serre. L'avant-projet détaillé, préparé en partenariat avec EDF, pourrait être validé en 2012, pour une mise en service envisagée à partir de 2015.

Le groupe minier ERAMET a publié, le 17 février, ses résultats annuels pour l'année 2010 caractérisés par un chiffre d'affaires en progression de 33 %. Pour sa part, la branche Nickel, avec un chiffre d'affaires de 965 millions d'euros en augmentation de 47 % par rapport à 2009, a profité de la progression des cours du nickel. Au niveau local, la production de l'usine de Doniambo s'est établie à plus de 53 700 tonnes en 2010, en hausse de 3 % par rapport à 2009.

Ouverture du Royal Tera

La chaîne Tera a ouvert le Royal Tera, résidence hôtelière de trois étoiles comprenant 108 suites. Il s'agit du quatrième hôtel de la chaîne. Il reprend les infrastructures du Château Royal (ancien Club Med) qui a été rénové et transformé grâce à un investissement de 2,7 milliards de F CFP de la Compagnie Nouvelle-Calédonie Tourisme.

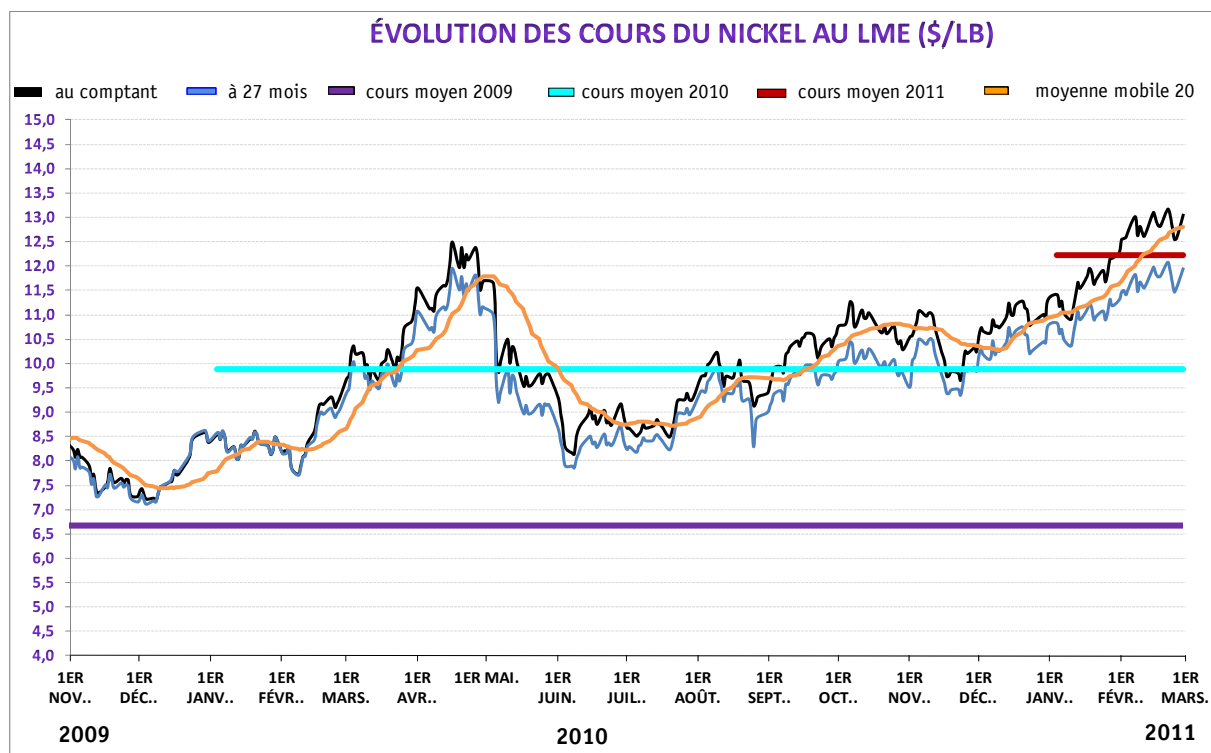
Conventions en faveur de la compagnie intérieur Air Calédonie

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et les trois Provinces ont arrêté deux conventions en faveur d'Air Calédonie pour subventionner ses lignes structurellement déficitaires du Nord et ses tarifs réduits pour les résidents des communes insulaires.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		févr.-11	100,9	0,2%	2,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		déc.-10	5 716	-12,6%	-5,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	janv.-11	5 566	-59,8%	-46,6%
	cumulées	janv.-11	5 566	-	-46,6%
Importations	mensuelles	janv.-11	20 606	-22,6%	37,3%
	cumulées	janv.-11	20 606	-	37,3%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		févr.-11	12,81	10,2%	48,9%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		févr.-11	1 119,59	7,8%	49,1%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	janv.-11	99	-82,9%	-60,2%
	cumulées	janv.-11	99	-	-60,2%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	janv.-11	2 840	-50,8%	-51,7%
	cumulées	janv.-11	2 840	-	-51,7%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	janv.-11	7 713	-18,1%	16,3%
	cumulés	janv.-11	7 713	-	16,3%
• Nuitées	mensuels	déc.-10	55 629	10,3%	21,9%
	cumulés	déc.-10	535 425	-	-5,9%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		déc.-10	65,90%	- 4,6 pts	+ 7,9 pts
• Croisiéristes	cumulés	janv.-11	21 048	-	20,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	févr.-11	11 821	68,9%	-10,2%
	cumulées	févr.-11	18 820	-	-11,2%
• Index BT 21 (p)		janv.-11	136,65	2,1%	6,3%
• IRL (p)		janv.-11	109,91	0,4%	0,7%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	janv.-11	6	-33,3%	-25,0%
	cumulées	janv.-11	6	-	-25,0%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	janv.-11	8	-42,9%	-33,3%
	cumulées	janv.-11	8	-	-33,3%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	janv.-11	471	-33,2%	-6,5%
	cumulées	janv.-11	471	-	-6,5%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	déc.-08	déc.-09	déc.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	13 625	13 978	14 810	2,6%	6,0%
Dépôts à vue	196 488	214 174	241 668	9,0%	12,8%
Total M1	210 113	228 152	256 478	8,6%	12,4%
M2-M1	75 883	89 900	93 186	18,5%	3,7%
Total M3	422 772	462 942	513 551	9,5%	10,9%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-08	déc.-09	déc.-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises	346 659	382 006	404 257	10,2%	5,8%
Ménages	305 711	328 201	362 733	7,4%	10,5%
Collectivités locales	39 195	36 060	48 228	-8,0%	33,7%
Autres agents de CCB non ventilés	10 014	9 732	14 112	-2,8%	45,0%
Total concours sain	701 580	755 998	829 331	7,8%	9,7%
Créances douteuses brutes	14 213	15 435	16 545	8,6%	7,2%
Total concours brut	715 793	771 434	845 876	7,8%	9,6%

Incidents de paiements

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	févr.-11	1 919	9,9%	8,2%
	cumulés	févr.-11	4 313	-	13,4%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	févr.-11	264	14,5%	67,8%
	cumulés	févr.-11	597	-	81,5%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

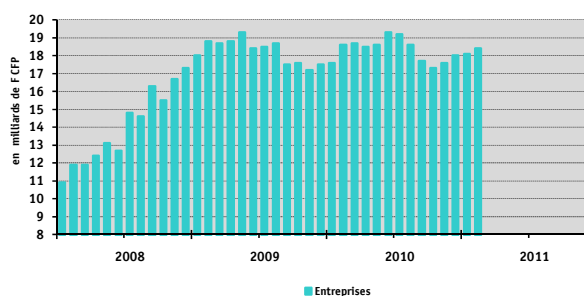
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	févr.-11	6 318	0,7%	2,0%
	dont personnes physiques	févr.-11	5 629	0,4%	1,6%
	dont personnes morales	févr.-11	689	3,5%	5,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	févr.-11	12 238	14,7%	59,5%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	févr.-11	3 610	2,2%	10,1%	

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	févr.-11	18,4	1,5%	-1,1%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var	
Indice des prix à la consommation	janv	98,6	100,8	2,6	
Entreprises					
nb d'entreprises (a)	déc	48 613	52 329	7,6%	
	dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc	42 547	46 034	8,2%
créations d'entreprises	déc	4 608	5 128	11,3%	
cessations d'entreprises (p)	déc	2 566	2 551	-0,6%	
liquidations judiciaires (nb)	déc	115	135	17,4%	
redressements judiciaires (nb)	déc	90	96	6,7%	
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr	654	689	5,4%	
ventes de ciment local (tonnes)	févr	21 161	18 773	-11,3%	
importations ciment (tonnes)	févr	35	1	-97,1%	
total ciment (tonnes)	févr	21 196	18 774	-11,4%	
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	27 506	33 835	23,0%	
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr	1 371	757	-44,8%	
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv	287	287	0,0%	
Ménages					
emploi salarié (nb)	sept	82 760	85 863	3,7%	
dont secteur privé	sept	59 063	61 780	4,6%	
dont secteur public	sept	23 697	24 082	1,6%	
demandes d'emploi de fin de mois	déc	6 017	5 716	-5,0%	
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	6 981	7 325	4,9%	
chômeurs indemnisés	janv	1 665	1 495	-10,2%	
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	févr	781,1	828,4	6,1%	
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	févr	5 539	5 629	1,6%	
décisions retraits cartes bancaires	févr	329	597	81,5%	
incidents paiements sur chèques	févr	3 805	4 313	13,4%	
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janv	504	471	-6,5%	
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr	2 293	2 211	-3,6%	
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 893	29 842	11,0%	
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	14 673	16 634	13,4%	
Echanges					
nombre de touristes	janv	6 631	7 713	16,3%	
nombre de croisiéristes	janv	17 494	21 048	20,3%	
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	déc	58,8%	57,9%	-0,9pt	
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	févr	8,48	12,22	44,1%	
cours du nickel au LME en \$/lb	févr	8,60	12,81	48,9%	
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	janv	248	99	-60,2%	
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	janv	1 279	882	-31,0%	
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	janv	5 877	2 840	-51,7%	
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	janv	8 909	4 289	-51,9%	
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	janv	8	6	-25,0%	
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	janv	12	8	-33,3%	
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	janv	10 200	5 179	-49,2%	
part de ces produits dans le total des exportations	janv	98%	93%	-4,8pt	
total des importations (M FCFP)	janv	15 011	20 606	37,3%	
total des exportations (M FCFP)	janv	10 417	5 566	-46,6%	
taux de couverture	janv	69,39%	27,01%	-42,4pts	
recettes douanières (M FCFP)	janv	3 168	3 111	-1,8%	
Indicateurs financiers (M de FCFP)					
Dépôts à vue	déc	214 174	241 668	12,8%	
M1	déc	228 152	256 478	12,4%	
M2	déc	318 052	349 664	9,9%	
Dépôts à termes	déc	144 604	163 733	13,2%	
M3	déc	462 942	513 551	10,9%	
P1	déc	4 188	4 005	-4,4%	
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	4,97%	0,03 pt	
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,65%	4,32%	-0,33 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,31 %	4,75 %	-0,57 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,03 %	17,91 %	0,88 pt	
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc	771 434	845 876	9,6%	
Ménages	déc	328 201	362 733	10,5%	
dont crédits à la consommation	déc	65 707	69 048	5,1%	
dont crédits à l'habitat	déc	260 763	289 191	10,9%	
Entreprises	déc	382 006	404 257	5,8%	
dont crédits d'exploitation	déc	76 575	77 372	1,0%	
dont crédits d'investissement	déc	206 208	213 900	3,7%	
dont crédits à la construction	déc	91 741	101 159	10,3%	
Collectivités locales	déc	36 060	48 228	33,7%	
dont d'investissement	déc	32 117	42 022	30,8%	
Autres agents de CCB non ventilés	déc	9 732	14 112	45,0%	
créances douteuses brutes	déc	15 435	16 545	7,2%	
taux de créances douteuses brutes	déc	2,0%	2,0%	-0,04 pt	
ensemble des actifs financiers	déc	557 216	619 816	11,2%	
Ménages	déc	299 754	312 802	4,4%	
Sociétés	déc	187 129	213 519	14,1%	
Autres agents	déc	70 333	93 495	32,9%	
dont assurances-vie	déc	76 408	83 604	9,4%	

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Forum UE/PTOM à Nouméa

L'ouverture du 9^e forum du dialogue entre les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) et l'Union Européenne (UE) a eu lieu le mardi 1^{er} mars 2011. Selon Marie-Luce Penchard, Ministre en charge de l'Outre mer, ce rassemblement des 21 PTOM et des 4 états membres de l'UE (France, Grande Bretagne, Pays-Bas, Danemark), s'est tenu à un moment charnière pour les PTOM et pour l'UE, celui de la préparation du nouvel accord d'association et celui de la négociation des perspectives financières post 2013. Lors de la journée d'ouverture du forum, tous les participants ont exprimé dans une position commune leur souhait de redéfinir leur relation avec l'Union Européenne, et particulièrement les modalités d'intervention financière de l'UE envers les PTOM, avant la fin des premiers accords en 2013.

Prévisions économiques pour 2011

Selon la Banque Asiatique de Développement, les deux secteurs phares de l'économie de la région Pacifique pour l'année 2011 sont l'activité minière et le tourisme. Plusieurs projets miniers, soutenus par des investisseurs étrangers, doivent entrer en phase de construction ou d'exploitation : aux îles Salomon avec la relance de l'exploitation du nickel, en Papouasie-Nouvelle Guinée avec un projet d'usine de gaz naturel liquéfié ou encore au Timor oriental (exploitation pétrolière et de gaz). Le taux de croissance économique de ces trois pays, bénéficiant aussi d'une orientation favorable des cours des métaux précieux, pourraient atteindre des niveaux élevés en 2011, avec respectivement +7,5 %, +8,5 % et +10 %. Selon ces mêmes projections, le taux moyen de croissance des 14 petits Etats insulaires de la zone Forum des îles du Pacifique (hors Australie et Nouvelle-Zélande) pourrait être de l'ordre de 6,3 %, mais de seulement 1,7 % en excluant les pays disposant de ressources naturelles. Le secteur touristique devrait aussi rebondir et bénéficier à plusieurs économies de la région telles que les îles Fidji, Samoa, Tonga, Vanuatu. Néanmoins, cette croissance économique demeure inégale : les économies les plus petites et les plus isolées seront plus exposées à la hausse mondiale du coût des carburants et des produits alimentaires importés.

3 – Brèves locales

Rentrée scolaire 2011

A Wallis et Futuna les écoliers, collégiens et lycéens ont repris les cours le lundi 14 février. Selon les premiers chiffres du Vice rectorat, les effectifs des élèves du 1^{er} degré et du 2nd degré sont en baisse constante depuis plusieurs années. Pour la rentrée 2011, l'enseignement primaire dont la gestion est confiée à la Direction de l'Enseignement Catholique (DEC) compte 2 055 élèves soit une baisse de près de 5% par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, le nombre d'élèves scolarisés dans le 2nd degré s'établit à 1 890 élèves, en léger repli d'environ 1 %. Cette tendance est liée à la baisse de la natalité et à l'émigration des jeunes actifs. Par conséquent, les effectifs des enseignants pour le 1^{er} et le 2nd degré sont également en régression (-5,5 % au total par rapport à la rentrée de 2010).

Inauguration du lycée agricole

Installé au collège Vaimoana de Lavegahau dans le district Sud de Wallis, le nouveau lycée agricole du Territoire, créé par le décret ministériel du 30 décembre 2010, a ouvert ses portes à la rentrée scolaire 2011. Son inauguration officielle a eu lieu quelques jours plus tard, le mardi 22 février. La particularité de ce lycée consiste en une étroite collaboration entre le ministère de l'agriculture, chargé de l'enseignement technique, et le ministère de l'éducation nationale, dispensant les enseignements généraux. L'objectif du lycée agricole est de former, sans avoir à poursuivre leur cursus à l'extérieur du Territoire, de futurs chefs d'exploitation et de contribuer ainsi à la professionnalisation du milieu agricole. Son budget de fonctionnement, hors paiement des enseignants, s'élève à 70 000 euros, soit 8,3 millions de F CFP.

Elections de la CCIMA

Le lundi 28 Février, s'est tenue au *fale* de la République l'élection du nouveau bureau de la Chambre de Commerce, de l'Industrie, des Métiers de l'Agriculture (CCIMA) sur la base des nouveaux statuts qui portent la durée de la fonction de Président de trois à cinq ans et qui entérinent la création de trois catégories d'activités (commerce et industrie, artisanat et services, agriculture élevage et pêche) représentées par huit membres chacune.

Arrivée du nouveau Secrétaire Général

M Thierry BONNET, après un peu plus de 24 mois passés sur le Territoire en tant que Secrétaire Général des îles Wallis-et-Futuna, a quitté Wallis le 29 Janvier 2011. Son successeur, M Jean-Paul MOSNIER, ancien Chef de Cabinet des îles Wallis et Futuna de 1999 à 2001 a été accueilli à l'aéroport de Hihifo-Wallis le 2 mars 2011 par le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis-et-Futuna et la Chefferie. M MOSNIER a pris ses fonctions le jeudi 3 mars lors de la cérémonie de lever des couleurs.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4eT 2010	105,2	-	3,2%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3,0%	3,0%
Nombre d'emplois salariés		juin-10	2 007	-	-1,0%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	févr-11	516	33,2%	75,4%
	cumulées	févr-11	904	-	19,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	févr-11	94	30,6%	101,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	févr-11	166	-	24,0%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	févr-11	69	-	9,5%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		4eT 2010	5 096	-	1,6%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	févr-11	571	0,3%	-2,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	févr-11	150	-76,4%	-2,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	févr-11	2 484	-20,5%	-4,6%
	cumulé	févr-11	5 608	-	7,5%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	févr-11	1 095	4,8%	-7,0%
	cumulé	févr-11	2 140	-	0,9%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	févr-11	2	0,0%	0,0%
	cumulées	févr-11	4	-	-33,3%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		févr-11	27	285,7%	107,7%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Hausse de la M3 sur le mois et sur l'année

en millions de F CFP	janv-10	déc-10	janv-11	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 903	2 164	2 155	-0,4%	13,2%
Dépôts à vue	3 361	3 580	3 622	1,2%	7,8%
Total M1	5 264	5 744	5 777	0,6%	10%
M2-M1	570	568	576	1,4%	1,1%
Total M3	6 477	6 828	6 869	0,60%	6,1%

Concours à caractère bancaire

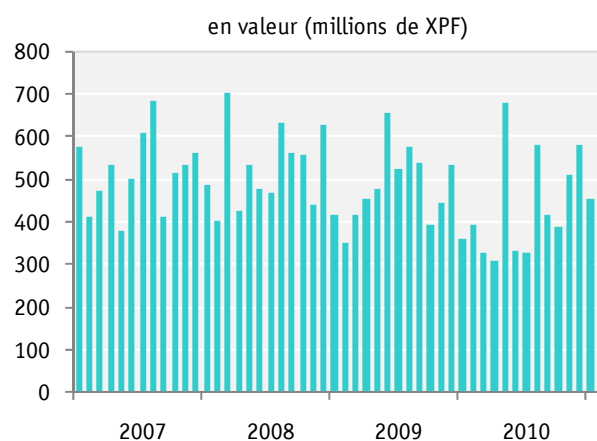
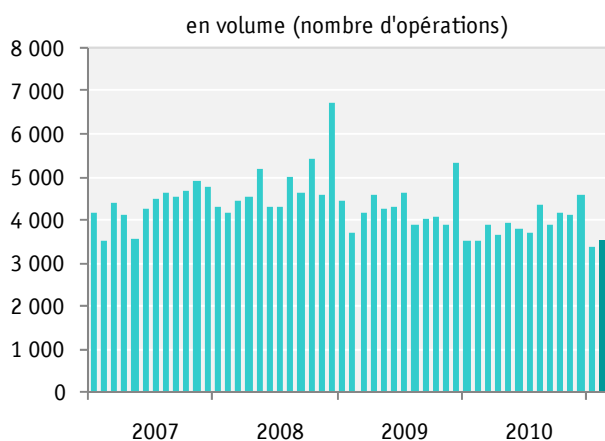
Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés.

en millions de F CFP	déc-09	déc-10	▲/an n
Crédits de trésorerie	925	872	-5,7%
Crédits à l'équipement	1 432	1 247	-12,9%
Crédits à l'habitat	521	363	-30,5%
Autres crédits	290	263	-9,2%
Sous total	3 168	2 745	-13,4%
Créances douteuses brutes	754	792	5,2%
Total	3 921	3 537	-9,8%

Compensation

Reprise sur le mois des opérations de compensation

	févr-10	janv-11	févr-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 522	3 361	3 529	6 890	5,0%	0,2%
Compensation (en millions de CFP)	395	452	337	789	-25,4%	-14,7%



Incidents bancaires

Chute des incidents de paiement par chèque tant sur le mois que sur l'année

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	107	76	57	133	-25,0%	-46,7%
Retraits de cartes bancaires	13	0	2	2	-	-84,6%

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire en cumul annuel

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	460	406	408	0,5%	-11,3%
- dont personnes physiques	450	395	397	0,5%	-11,8%
- dont personnes morales	10	11	11	0,0%	10,0%

Cotation

Stagnation du nombre de cotations sur le mois

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	38	38	0,0%	-20,8%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	13	13	0,0%	-7,1%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	2011	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	déc	102	105	-	103,2%
Entreprises					
nombre d'entreprises	sept	700	625	-	-10,7%
créations	sept	13	11	-	-15,4%
fermetures	sept	5	75	-	1400%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	fév	26	21	22	4,8%
importations de biens d'équipement (M XPF)	fév	72	132	106	-20,0%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	fév	3	16	8	-48,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	fév	8	3	10	233,3%
Ménages					
emploi salarié (nb)	juin	2 027	2 007	-	-1,0%
dont secteur privé	juin	796	827	-	3,9%
dont secteur public	juin	1 231	1 180	-	-4,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	472	486	-	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	fév	862	886	792	-10,6%
décision retrait cartes bancaires	fév	5	13	2	-84,6%
incidents paiements sur chèques	fév	242	162	133	-17,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	fév	150	194	250	28,9%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	fév	83	86	151	74,3%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	fév	40	29	65	122,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	fév	15	10	17	70,0%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	fév	613	759	904	19,1%
exportations	fév	-	-	0,3	-
recettes douanières	fév	152	198	238	19,8%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	fév	96	134	166	24,0%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	fév	55	63	69	9,5%
Indicateurs financiers					
Dépôts à vue	déc	38 260	35 311	-	-7,7%
M1	déc	61 381	58 973	-	-3,9%
M2	déc	68 220	65 479	-	-4,0%
Dépôts à terme	déc	9 088	6 806	-	-25,1%
M3	déc	77 308	72 285	-	-6,5%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	déc	1 467	1 255	-	-14,4%
dont crédits à la consommation	déc	941	893	-	-5,2%
dont crédits à l'habitat	déc	521	363	-	-30,5%
Entreprises	déc	1 241	1 092	-	-12,0%
dont crédits d'exploitation	déc	154	103	-	-32,8%
dont crédits d'investissement	déc	1 070	943	-	-11,9%
dont crédits à la construction	déc	0	0	-	0,0%
Collectivités locales	déc	361	304	-	-16,0%
Autres agents et CCB non ventilés	déc	124	94	-	-24,3%
créances douteuses brutes	déc	754	792	-	5,0%
taux de créances douteuses	déc	19%	22%	-	+ 3 pt
ensemble des actifs financiers					
Ménages	déc	2 664	2 856	-	7,2%
Sociétés	déc	2 346	1 678	-	-28,5%
Autres agents	déc	3 909	4 034	-	3,2%
dont assurances-vie	déc	775	921	-	18,8%

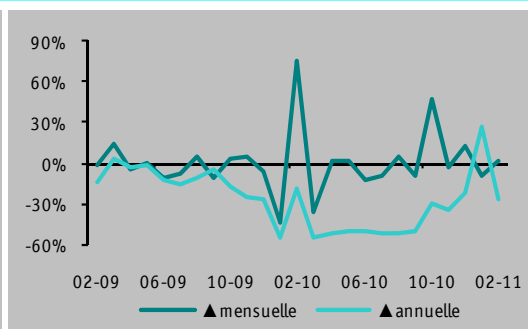
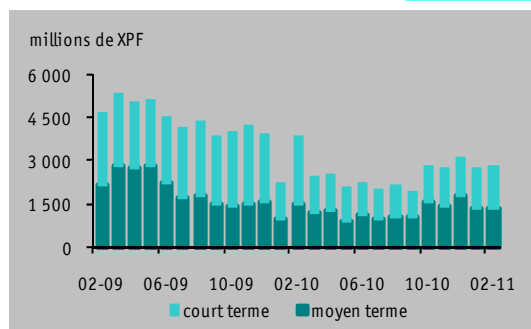
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement à court terme sur le mois comme sur l'année

en millions de F CFP	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 452	1 458	1 493	2,4%	2,8%
Utilisations à moyen terme	2 353	1 282	1 275	-0,5%	-45,8%
Refinancement total	3 805	2 739	2 768	1,0%	-27,3%



Cotation

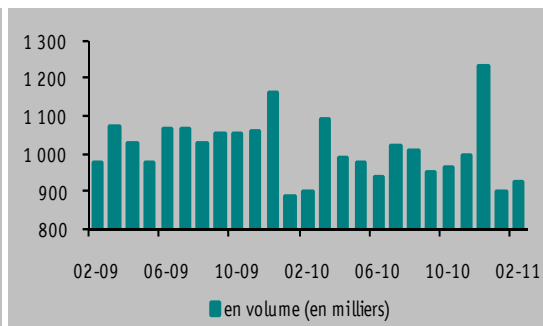
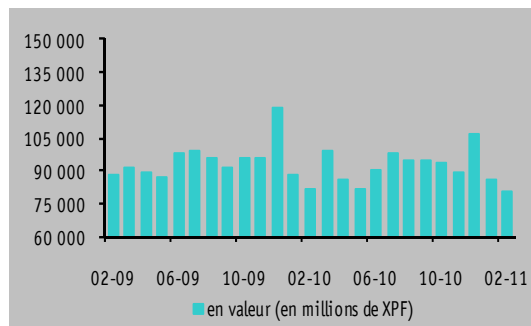
Stabilité sur l'année du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	5 097	6 631	6 688	0,9%	31,2%
<i>dont ent. cotées sur doc. comptable valide</i>	1 449	1 235	1 255	1,6%	-13,4%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 484	1 469	1 486	1,2%	0,1%

Compensation

Contraction des échanges sur l'année

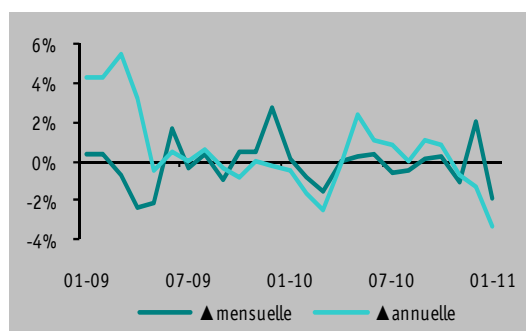
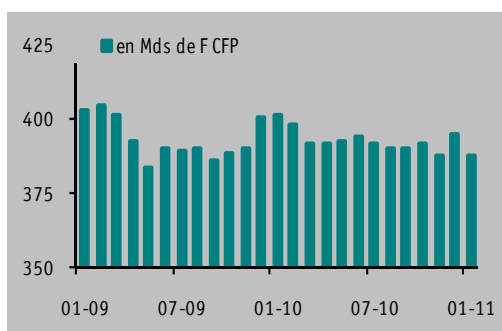
	janv-11	févr-11	▲/mois	Cumul 2011	▲ cumul/an
Nombre	896 151	925 630	3,3%	896 151	-50,8%
Montant (millions de F CFP)	85 448	79 916	-6,5%	85 448	-48,3%



Masse monétaire

Recul de la masse monétaire au mois de janvier

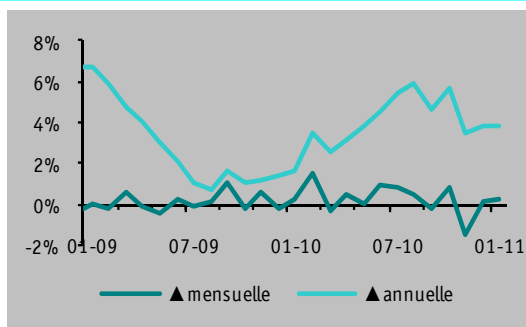
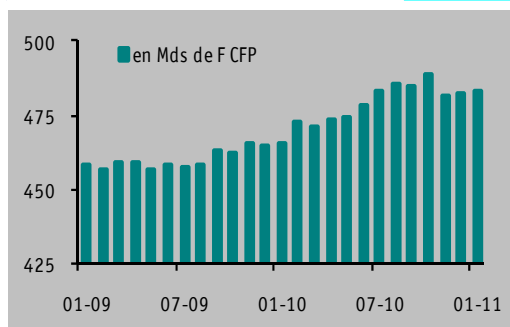
en millions de F CFP	janv-10	déc-10	janv-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 745	14 812	14 090	-4,9%	2,5%
Dépôts à vue	156 868	149 551	153 110	2,4%	-2,4%
Comptes sur livrets	111 614	117 543	110 609	-5,9%	-0,9%
Comptes d'épargne logement	228	230	232	1,1%	1,7%
Dépôts à terme	108 422	108 622	105 199	-3,2%	-3,0%
Autres	9 658	4 058	4 047	-0,3%	-58,1%
Total M3	400 536	394 816	387 287	-1,9%	-3,3%



Concours des banques locales à l'économie

Fort recul sur l'année des crédits d'équipement

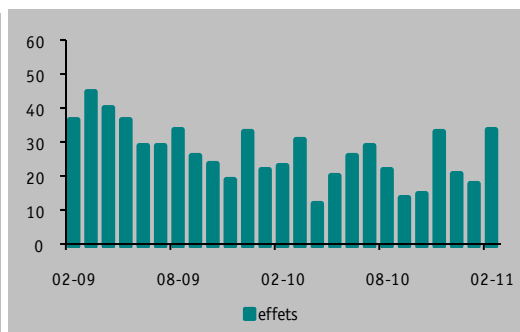
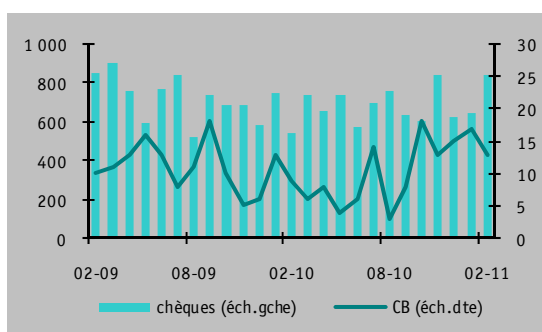
en millions de F CFP	janv-10	déc-10	janv-11	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	135 732	137 044	136 118	-0,7%	0,3%
Crédits d'équipement	64 577	60 300	60 374	0,1%	-6,5%
Crédits à l'habitat	154 283	156 369	156 082	-0,2%	1,2%
Autres crédits	71 719	75 902	77 376	1,9%	7,9%
Créances dout. brutes	39 123	52 325	53 323	1,9%	36,3%
Total CCB	465 433	481 941	483 273	0,3%	3,8%



Incidents de paiement

Forte hausse du nombre d'incidents de paiement

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	570	681	888	30,4%	55,8%
- sur chèques	538	646	841	30,2%	56,3%
- sur effets	23	18	34	88,9%	47,8%
- retraits de cartes bancaires	9	17	13	-23,5%	44,4%



Interdits bancaires

Stabilité relative sur le mois de février des interdictions bancaires

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 857	3 687	3 700	0,4%	-4,1%
- dont personnes physiques	3 411	3 264	3 268	0,1%	-4,2%
- dont personnes morales	446	423	432	2,1%	-3,1%

3 – Brèves économiques locales

Transport aérien

Réduction des pertes d'Air Tahiti Nui en 2010

Grâce aux efforts de rationalisation de son activité engagés en 2009 (abandon de lignes déficitaires), Air Tahiti Nui (ATN) a limité ses pertes en 2010 : elles s'élevaient à 400 millions de F CFP contre plus de 2 milliards de F CFP en 2009 et près de 6 milliards en 2008. Néanmoins, le nouveau PDG de la compagnie, nommé en décembre 2010, anticipe pour 2011 un déficit de plus de 800 millions de F CFP, en lien avec le coût du carburant.

Dans le cadre du plan de rééquilibrage financier d'ATN, il propose de vendre un des cinq Airbus A340 et de le remplacer, éventuellement, par un plus petit porteur à large rayon d'action, afin d'optimiser les coefficients de remplissage.

Chantier public

Projet de construction d'un nouveau centre pénitentiaire à Tahiti

En mars 2011, le ministère de la Justice a confirmé sa décision d'implanter un nouveau centre pénitentiaire à Papeari (côte ouest de Tahiti). Le chantier représente un coût global de 8 milliards de F CFP, entièrement pris en charge par l'Etat. Les travaux devraient débuter au cours du second semestre 2013 pour une livraison en 2016. Selon l'étude d'impact économique et social du projet, l'effet d'entraînement sur l'économie polynésienne devrait être important : la prison devrait générer environ 300 emplois pour sa construction et plus de 250 emplois pour son fonctionnement. Edifié sur un terrain de 10 hectares, le nouveau centre de détention pourra accueillir 410 prisonniers et décongestionner la prison de Faa'a.

Rénovation de la prison de Faa'a

Le ministère de la Justice compte également engager la rénovation du centre de Faa'a pour laquelle des études techniques ont été demandées. L'objectif est d'améliorer à la fois les conditions de détention et le cadre de travail des personnels pénitentiaires. A l'horizon 2016, la Polynésie française pourrait donc être dotée de deux centres pénitentiaires d'une capacité totale d'environ 600 places.

Pêche

Projet de statut du marin pêcheur

En discussion depuis de nombreuses années, le projet de statut du marin pêcheur a obtenu l'avis favorable du conseil économique social et culturel (CESC) en janvier dernier. Le 2 mars 2011, il a été présenté au Conseil des ministres pour une transmission à l'Assemblée de Polynésie française (APF). Le futur statut concerne toutes les personnes physiques embarquant sur des navires de pêche définis (bonitiers, thoniers...). Il prévoit d'une part, l'adaptation du code du travail aux spécificités du métier, d'autre part, la couverture sociale des pêcheurs (affiliation au régime général des salariés de la Caisse de prévoyance sociale). En outre, il met en place un « salaire plancher pêche ».

Tourisme

Restructuration du GIE Tahiti tourisme

Le Conseil d'administration du GIE Tahiti tourisme a entériné la réorganisation de ses services proposée par le ministre du tourisme. Selon ce dernier, la scission entre deux services, l'un consacré à la communication sur le marché intérieur et l'autre à la clientèle internationale, permettra de mieux mettre en valeur les atouts culturels et événementiels de la Polynésie française auprès des touristes venant de l'étranger. Pour mémoire, il existait jusqu'en 2005, deux GIE pour la promotion du tourisme, le Manava visitor's bureau, responsable de la partie clientèle locale et le GIE Tahiti tourisme, à l'international.

4 – Brèves économiques régionales

Nouvelle-Zélande : bilan du tremblement de terre à Christchurch

D'importantes pertes humaines et matérielles

La ville de Christchurch, 2^e ville de Nouvelle-Zélande et capitale de l'île du sud, frappée par un séisme de grande amplitude en septembre 2010, a été touchée le 22 février 2011 par un nouveau tremblement de terre. Les pertes humaines se monteraient à environ 200 personnes et plus de 10 000 maisons devront être démolies. Un tiers du centre-ville, où se trouvait la majorité des bureaux, est détruit. Le maire de la commune craint par conséquent que la fermeture du quartier des affaires ne dure plusieurs mois.

Coût de la reconstruction estimé à 8 milliards d'euros

Le coût de la reconstruction, d'abord estimé à 15 milliards de dollars néo-zélandais (6 milliards d'euros), a été revu à la hausse par le Trésor néo-zélandais à 20 milliards (8 milliards d'euros). Les travaux de remise en état de Christchurch devraient s'étaler sur une dizaine d'années et nécessiter le recours à de la main d'œuvre étrangère.

Nouvelle-Zélande : réunion de la RBNZ

Réduction de l'OCR de 50 points de base

Lors de sa réunion du 10 mars 2010, la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) a décidé d'abaisser de 50 points de base son principal taux directeur, l'Official cash rate (OCR), qui passe ainsi de 3 % à 2,5 %.

Le gouverneur de la banque centrale, A.Bollard, justifie ce mouvement par une croissance économique plus faible que prévu au second semestre 2010 et surtout par le séisme de Christchurch qui remet en cause les quelques signes de reprise observés au début de l'année. Dès le 1er mars, le New Zealand Institute of Economic Research (NZIER) avait en effet corrigé à la baisse sa prévision de croissance du PIB pour 2011 de 2,3 % à 0,3 %.

Par cette réduction préventive de l'OCR, la RBNZ cherche à atténuer l'impact immédiat du séisme sur l'économie du pays, mais précise qu'elle réajustera sa politique en fonction de l'effet d'entraînement du programme de reconstruction.

Australie : projet de mise en place d'une taxe carbone

Relance par le gouvernement Gillard

L'Australie figure parmi les principaux émetteurs de gaz à effet de serre de la planète, sa production électrique dépendant à 80 % du charbon. Alors qu'en août 2007, le gouvernement travailliste de K.Rudd avait ratifié le protocole international de Kyoto, prônant la réduction des gaz à effet de serre, le Parlement australien avait rejeté en août 2009, la mise en place d'une taxe carbone. Le texte proposait un système d'achat par les entreprises de « permis à polluer » couvrant 75 % des émissions du pays.

Avec l'accumulation des catastrophes naturelles qui ont particulièrement affecté l'Australie, la prise de conscience des risques nés des changements climatiques, incite le gouvernement actuel, dirigé par J.Gillard, à rechercher un accord politique autour d'un nouveau projet de taxe carbone.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	jan.11	102,2	104,4	104,0	-0,3%	1,8%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	déc.10	124,3	120,0	121,0	0,8%	-2,7%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	déc.10	1 312	1 199	1 038	-13,4%	-20,8%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	déc.10	12 849	13 259	14 035	5,9%	9,2%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc.10	1 917	2 300	2 154	-6,3%	12,4%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	jan.11	137	173	154	-11,0%	12,4%	
	<i>Camions</i>	jan.11	1	11	10	-9,1%	ns
	<i>Camionnettes</i>	jan.11	136	162	144	-11,1%	5,9%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	fév.11	446	423	432	2,1%	-3,1%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	déc.10	1 934	2 393	2 160	-9,7%	11,7%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	déc.10	2 740	3 123	2 984	-4,5%	8,9%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	jan.11	331	349	204	-41,5%	-38,4%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	fév.11	3 411	3 264	3 268	0,1%	-4,2%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	déc.10	940	754	534	-29,2%	-43,2%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	déc.10	48	60	73	20,9%	52,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	déc.10	168	131	76	-42,2%	-55,0%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	déc.10	266	149	141	-5,2%	-47,0%	
Industrie							
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)	déc.10	23	33	28	-15,6%	20,9%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	déc.10	75	63	25	-61,2%	-67,1%	
Tourisme							
Trafic aérien (nb)	jan.11	39 779	45 006	42 677	-5,2%	7,3%	
Nombre de touristes	déc.10	12 958	12 784	13 798	7,9%	6,5%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	fév.11	39,7%	45,3%	51,3%	+6pts	+ 11,6pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours banques locales en M F CFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	jan.11	59 081	57 347	57 309	-0,1%	-3,0%
	<i>Comptes sur livret</i>	jan.11	104 814	103 453	104 073	0,6%	-0,7%
	<i>Dépôts à terme</i>	jan.11	55 762	54 228	54 569	0,6%	-2,1%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	jan.11	82 124	82 795	79 003	-4,6%	-3,8%
	<i>Dépôts à terme</i>	jan.11	36 351	39 939	40 145	0,5%	10,4%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	jan.11	89 496	85 321	84 107	-1,4%	-6,0%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	jan.11	130 173	132 883	132 516	-0,3%	1,8%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	jan.11	44 463	49 960	50 014	0,1%	12,5%
	<i>Crédits d'équipement</i>	jan.11	55 427	51 217	51 499	0,6%	-7,1%
Créances douteuses							
<i>Créances douteuses brutes</i>	jan.11	39 065	52 532	53 271	1,4%	36,4%	
<i>(source : IEOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,40% à 5,85% (Taux SGFGAS à partir du 01/02/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	28/02/2011	31/01/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,6890%	1,3130%	- 0,624 pt	0,8170%	- 0,128 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,8670%	0,8950%	- 0,028 pt	0,7820%	+ 0,085 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	1,0940%	1,0740%	+ 0,020 pt	1,0060%	+ 0,088 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	1,3790%	1,3190%	+ 0,060 pt	1,2270%	+ 0,152 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011
EURIBOR 12 mois	1,7670%	1,6440%	+ 0,123 pt	1,5070%	+ 0,260 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	28/02/2011	31/01/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	0,6780%	0,6672%	+ 0,022 pt	0,4902%	+ 0,199 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	0,8930%	0,7940%	+ 0,099 pt	0,8110%	+ 0,082 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	1,0870%	1,0180%	+ 0,069 pt	1,0220%	+ 0,065 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	1,3530%	1,2540%	+ 0,099 pt	1,2510%	+ 0,102 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	1,7160%	1,5500%	+ 0,166 pt	1,5260%	+ 0,190 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	3,8500%	3,7000%	+ 0,150 pt	3,5900%	+ 0,260 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	3,6500%	3,5000%	+ 0,150 pt	3,3900%	+ 0,260 pt	
TRBOSP	3,7600%	3,7800%	- 0,020 pt	3,6500%	+ 0,110 pt	

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	28/02/2011	31/01/2011	31/12/2010	28/02/2011	31/01/2011	31/12/2010	28/02/2011	31/01/2011	31/12/2010
taux JJ	0,250%	0,230%	0,230%	0,105%	0,125%	0,080%	0,570%	0,480%	0,490%
3 mois	0,465%	0,455%	0,476%	0,340%	0,330%	0,110%	0,800%	0,830%	0,820%
10 ans emprunts phares	3,440%	3,400%	3,310%	1,270%	1,230%	1,120%	3,690%	3,650%	3,400%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,01%
Prêts à taux fixe	5,51%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,97%
Prêts à taux variable	4,96%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,65%
Prêts relais	5,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,63%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,31%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,67%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	7,77%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,2598	1 NZD/XPF	64,8895	1 HKD/XPF	11,0727	1 GBP/XPF	139,9293	
100 JPY/XPF	105,3609	1 AUD/XPF	87,7375	1 SGD/XPF	67,8715	100 VUV/XPF	91,5472	1 FJD/XPF	47,6774

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : mars 2011 – Achevé d'imprimer le 9 mars 2011 – N°ISSN 1955-8376

